

[Traduction]

LES PARTIS POLITIQUES

L'ACCORD COMMERCIAL CANADO-AMÉRICAIN—LA POSITION
DU PARTI LIBÉRAL ET DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur le Président, pourquoi les néo-démocrates et les libéraux veulent-ils voir se poursuivre l'assujettissement de l'ouest du Canada? Depuis des années, nos tarifs-marchandises sont les plus élevés du pays et nous payons donc plus cher tout ce que nous importons de l'Ontario et du Québec et, qui plus est, ces tarifs-marchandises ont entravé considérablement notre industrialisation.

Les fabricants déguerpissent lorsqu'on leur parle des tarifs-marchandises qui s'appliquent à tout ce qui est fabriqué dans l'Ouest et destiné au marché de l'Est. Grâce à la concurrence, les tarifs-marchandises qui s'appliquent aux produits qui proviennent de l'Est ou qui y sont destinés devront baisser. Autrement dit, le libre-échange permettra à l'ouest du Canada d'échapper à l'assujettissement. Est-ce la raison pour laquelle le NPD et le parti libéral s'opposent au libre-échange avec tant de véhémence et de façon si injuste? Pourquoi ces deux partis veulent-ils faire en sorte que les Canadiens de l'Ouest restent à tout jamais des scieurs de bois et des porteurs d'eau?

Le libre-échange procure à l'Ouest l'occasion d'un nouveau défi, tout en lui donnant les moyens de le relever. J'avertis donc solennellement les libéraux, les socialistes et le premier ministre Peterson que l'Ouest souhaite le libre-échange et qu'il est déterminé à l'obtenir.

* * *

LES SOINS MÉDICAUX

OPPOSITION À LA PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE DE LA
COLOMBIE-BRITANNIQUE

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, c'est honteux d'entendre dire aux nouvelles que le premier ministre de la Colombie-Britannique s'apprête à saper les fondements mêmes du régime de soins médicaux. Il a annoncé dernièrement que les gens fortunés pourront passer devant tout le monde sur la liste d'attente chirurgicale en payant pour se faire traiter dans des hôpitaux privés. Il est donc en train d'instituer un double régime: l'un pour les riches et l'autre pour les pauvres. Une telle mesure est contraire au principe de l'universalité de notre régime de soins médicaux: la prestation de services accessibles à tous les Canadiens indépendamment de leur revenu.

Nos concitoyens savent fort bien que le régime américain, dont ce premier ministre provincial s'inspire, est nettement inférieur au nôtre. Ils sont massivement en faveur de la Loi canadienne sur la santé. Je demande instamment au ministre fédéral de la Santé nationale et du Bien-être social, qui est chargé de ce régime et qui a le devoir de s'assurer que les provinces respectent bien la Loi canadienne sur la santé, d'exiger

Article 21 du Règlement

que les liquidités représentant la contribution fédérale à ce régime ne soient versées qu'à celles qui se conforment aux dispositions de cette loi.

Des rapports récents du vérificateur général font état d'une certaine négligence de la part du ministre. Il n'aurait pas rendu compte fidèlement de ses activités à la Chambre des communes. J'engage donc le ministre à faire enquête sur la situation en Colombie-Britannique et à faire en sorte également que ses prochains rapports au Parlement renferment tous les détails exigés par le vérificateur général.

* * *

LA SEMAINE DE LA PME 1987

HOMMAGE AUX CHEFS D'ENTREPRISES DE L'ALBERTA

Mme Barbara Sparrow (Calgary-Sud): Monsieur le Président, nous célébrons ces jours-ci la Semaine de la PME 1987, événement qui revêt beaucoup d'importance pour toutes les régions de notre pays. On a choisi pour thème cette année «L'entrepreneurship, un pouvoir créateur». La Semaine de la PME est une initiative conjointe du gouvernement fédéral, de la Chambre de Commerce et de la Banque fédérale de développement.

C'est une occasion rêvée pour les Canadiens de rendre hommage à nos chefs d'entreprises. Je suis fière de pouvoir dire que l'Alberta figure aux premiers rangs pour ce qui est de susciter l'esprit d'entreprise. En dépit des revers de notre secteur extractif, je puis donner à la Chambre l'assurance que l'esprit d'entreprise en Alberta se porte on ne peut mieux.

● (1415)

Les petites entreprises produisent le quart de notre produit national brut et fournissent 8 p. 100 de nos exportations. Le Canada dépend du commerce international. On ne saurait sous-estimer à cet égard le rôle des petites entreprises.

La perspective d'une entente de libre-échange avec les États-Unis va sans doute amener les petites entreprises à jouer un rôle encore plus grand dans le renforcement futur de notre économie. Les petites entreprises paient 20 p. 100 de tous les salaires des entreprises canadiennes et contribuent au quart du revenu de tous les employés et propriétaires du secteur privé au Canada. Une entente de libre-échange ne pourrait qu'améliorer encore ces chiffres.

Les petites entreprises offrent aux femmes les meilleures chances. Le tiers environ des petites entreprises appartient à des femmes et ces chiffres continuent de grossir.

J'encourage tous les Canadiens, surtout ceux qui oeuvrent au sein des gouvernements, des établissements d'enseignement et du secteur privé à reconnaître, à stimuler et à promouvoir l'esprit d'entreprise chez ceux qui manifestent les aptitudes voulues.